

# **SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMEES**

**PLATE-FORME COMMISSARIAT BREST  
(PFC BREST)**  
BCRM BREST - CC 20  
29 240 BREST CEDEX 9

**Dépollution de la zone d'implantation et embossage de deux  
coques type PHM à la base Fusilier/Commando de Lorient.**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Numéro de consultation : DAF\_2026\_000396

Code CPV : 50246300-4 : Services de réparation et d'entretien de structures flottantes.

Code GM : 42.02.02 : MCO naval rechanges mat servitude équip environnement

Procédure de passation : marché à procédure adapté (MAPA) passée selon les dispositions du livre  
III du code de la commande publique relatif aux marchés de défense ou de  
sécurité

**Textes de références du code de la commande publique :**

- Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ;
- Décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 3 – PROCEDURE DE PASSATION	3
ARTICLE 4 – FORME ET ETENDUE Du marche	3
ARTICLE 5 – DUREE DE VALIDITE et RECONDUCTION DU MARCHE	3
ARTICLE 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION	4
7.1 Représentation des parties	4
7.2 Conditions d'exécution	5
ARTICLE 8 – REGIME FINANCIER	9
8.1 Forme et contenu des prix	10
8.2 Variations des conditions économiques	10
8.3 Nantissement, cession de créance	10
8.4 Retenue de garantie	10
8.5 Avances	10
8.6 Acompte	10
8.7 Solde	11
8.8 Paiement par carte achat	11
8.9 Unité monétaire	11
8.10 Taxe sur la valeur ajoutée	11
8.11 Modalités de facturation.	11
8.12 Transmission des factures.	11
8.13 Délais de paiement	12
8.14 Intérêts moratoires	12
8.15 Modifications financières pour circonstances imprévisibles	12
ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES	13
9.1 Forme des notifications et des informations	13
9.2 Langue	13
9.3 Sous-contrat	13
9.4 Assurances	13
9.5 Propriété intellectuelle	14
9.6 Modifications relatives au titulaire du marché	14
9.7 Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire	14
9.8 Documents à produire pendant l'exécution du marché	14
9.9 Résiliation du marché	15
9.10 Certificat de bonne exécution de marché (CBEM)	15
9.11 Règlement d'un différend par la médiation et litiges	15
ARTICLE 10 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	16
ARTICLE 11 – ANNEXES	16

## Liste des abréviations :

CCAG : cahier des clauses administratives générales (notamment FCS : fournitures courantes et services) ;  
CCAP : cahier des clauses administratives particulières ;  
CCP : code de la commande publique ;  
CCTP : cahier des clauses techniques particulières ;  
CSF : constatation de service fait ;  
DAF : dossier d'affaires (vocabulaire ALPHA) ;  
DRO : document relatif à l'offre ;  
PFC Brest: plateforme commissariat de Brest ;  
PHM : patrouilleur de haute mer ;  
PLACE : plateforme des achats de l'Etat ;  
PVCA : procès-verbal de constatation de droit à acompte ;  
RC : règlement de la consultation ;  
RPA : représentant du pouvoir adjudicateur ;  
SFP : service fait présumé ;  
SMPB : services des moyens portuaires de la base navale de Brest.

## ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la passation d'un marché relatif à la dépollution de la zone d'implantation et l'embossage de deux coques type PHM à la base Fusilier/Commando de Lorient.

La prestation se compose des postes suivant :

Poste 1	Transport des lignes d'embossage et dépollution de la zone d'implantation
Poste 2	Embossage des 2 coques type PHM
Poste 3	Visite de contrôle des lignes d'embossage

Les caractéristiques techniques sont précisées dans le CCTP N° DAF\_2026\_000396.

## ARTICLE 2 – ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti.

## ARTICLE 3 – PROCEDURE DE PASSATION

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2323-1 et R.2323-1 du CCP.

## ARTICLE 4 – FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

Le présent marché porte sur l'exécution d'une prestation ponctuelle unique.

Le présent marché est mono attributaire.

## ARTICLE 5 – DUREE DE VALIDITE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant de l'entreprendre jusqu'à l'exécution complète des prestations sur le site de la base Fusilier/Commando de Lorient (poste 1, poste 2 et poste 3).

Il n'est pas reconductible.

## ARTICLE 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- a) l'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe financière, le document relatif à l'offre (DRO) ;
- b) le cahier des clauses administratives particulières (CCAP DAF\_2026\_000396) et ses annexes ;
- c) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP DAF\_2026\_000396) et ses annexes ;
- d) le cahier des clauses administratives générales (CCAG/FCS applicable aux marchés de fournitures courantes et de services) applicable aux prestations objet du présent marché ;
- e) l'offre technique du titulaire ;
- f) les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

L'exemplaire original des documents, conservé dans les archives de la personne publique, fait seul foi.

Le CCP et le CCAG de référence sont disponibles sur le site Internet de la Direction des Affaires Juridiques : <https://www.economie.gouv.fr/daj/code-commande-publique-et-autres-textes>.

## **ARTICLE 7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION**

### **7.1 Représentation des parties**

#### **7.1.1 Représentant du pouvoir adjudicateur**

Le directeur de la plate-forme commissariat Brest (PFC Brest) est le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA). Il a reçu délégation du ministre des Armées et des Anciens combattants, pouvoir adjudicateur au sens de l'article L 1211-1 du CCP, en vertu l'arrêté du 22 juin 2007 modifié portant désignation des personnes n'appartenant pas à l'administration centrale signataires des marchés publics au ministère des Armées et des Anciens combattants.

Il agit pour les formalités de :

- notification du marché ;
- établissement, le cas échéant, de modifications du marché ;
- suivi administratif et financier ;
- règlement des litiges ;
- marché non-reconductible ;
- résiliation du marché.

#### **7.1.2 Représentant de la PFC Brest**

Pour tous renseignements liés à l'exécution du marché, le titulaire s'adresse :

- pour le suivi administratif, à la division achats publics de la PFC Brest ( *adresse fonctionnelle* : [pfc-brest-soutien-operationnel.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:pfc-brest-soutien-operationnel.contact.fct@intradef.gouv.fr) et tél : 02.98.14.88.05) ;
- pour le règlement des factures, le titulaire dispose d'une assistance en ligne sur le site CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Elle comprend trois possibilités : le chatbot ClaudIA, le live chat *via* ClaudIA ou la saisie d'une sollicitation. Une fiche explicative présentant ces trois outils est disponible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/wp-content/uploads/2019/07/AIFE-Fiche-pratique-Faire-appel-%C3%A0-l'assistance-Chorus-Pro-2.0.pdf>;

#### **7.1.3 Représentant du service prescripteur**

Pour toutes questions techniques et d'exécution des prestations techniques, le titulaire s'adresse aux représentants du service prescripteur, le service des moyens portuaires de la base navale de Brest (SMPB) [smp-brest-gtp-antipollution.resp-bureau.fct@intradef.gouv.fr](mailto:smp-brest-gtp-antipollution.resp-bureau.fct@intradef.gouv.fr) (Tél : 02.98.22.02.93) ;

#### **7.1.4 Comptable assignataire**

Le comptable assignataire chargé des paiements est la Direction départementale des finances publiques du Finistère (DDFIP 29).

### **7.1.5 Représentants du titulaire**

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG de référence, cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, la personne publique de toute modification d'interlocuteur désigné.

## **7.2 Conditions d'exécution**

Le titulaire est réputé avoir, préalablement à la remise de son offre, pris connaissance du présent CCAP et du CCTP du DAF\_2026\_000396 ainsi que du CCAG applicable au présent marché.

Il reconnaît qu'aucune des conditions générales ou spécifiques figurant dans ses propres documents commerciaux (conditions de vente, délais de paiement, documentation, etc...) ne pourra s'intégrer au présent marché.

L'exécution des prestations objet du marché ne pourra débuter qu'après validation des autorisations des intervenants pour accéder au site et la signature du plan de prévention.

Le titulaire utilise ses propres moyens personnels nécessaires à l'exécution des prestations (chaland, grue, barge et autre).

Une réunion sera organisée par la PFC entre le titulaire du marché et le prescripteur pour le lancement du marché. Cette réunion sera organisée au plus tard 30 jours après la date de notification du marché.

### **7.2.1 Emission des bons de commande**

Le marché ne s'exécute pas par bon de commande.

### **7.2.2 Délais d'exécution**

Les délais d'exécution des postes 1, 2 et 3 exprimés en jours calendaires et renseignés par le titulaire dans le document relatif à l'offre (DRO), sont les délais nécessaires pour exécuter sur le site de la base des fusiliers/commandos de Lorient l'ensemble des prestations (poste 1 : transport des lignes d'embossage et dépollution, poste 2 : Embossage des deux coques type PHM et poste 3 : visite de contrôle des lignes d'embossage), conformément au CCTP.

Ces délais courent à compter de la date de notification au titulaire des ordres de service prescrivant de les entreprendre (accusé de réception faisant foi), jusqu'à l'exécution complète des prestations concernées sur le site de la base des fusiliers/commandos de Lorient.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait de l'acheteur ou d'un événement ayant un caractère de force majeure (prolongation) ou une cause qui n'est pas de son fait (sursis), le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation ou du sursis demandée.

Cette demande doit être envoyée à l'adresse fonctionnelle suivante :

[pfc-brest-soutien-operationnel.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:pfc-brest-soutien-operationnel.contact.fct@intradef.gouv.fr).

Aucune demande de prolongation ou de sursis du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

### **7.2.3 Lieu d'exécution**

#### **7.2.3.1 Lieu d'exécution**

La prestation (dépollution et embossage) est exécutée sur le site de la base des fusiliers/commandos de Lorient conformément aux conditions prévues dans les documents du marché, à l'adresse suivante :

Base des fusiliers marins et commandos  
56998 LORIENT CEDEX

#### **7.2.3.2 Conditionnement, emballage**

La prestation ne comprend pas de conditionnement ni d'emballage.

#### **7.2.3.3 Conditions particulières d'accès**

Le titulaire est soumis, pour l'accès de son personnel sur le site de livraison, aux obligations relatives à la sécurité des sites du ministère des Armées et des Anciens combattants.

Le titulaire prend contact avec le destinataire de la prestation dont les coordonnées figurent à l'article 7.1, avec un préavis de cinq (5) jours ouvrables, pour convenir des modalités d'accès au site.

Il appartient notamment au titulaire d'effectuer, en temps utile, les demandes préalables pour le contrôle des personnes qu'il emploie qui doivent entrer dans les sites des Armées.

#### **7.2.3.4 Mesures de prévention**

Le titulaire s'engage à se conformer aux mesures de prévention concernant les prestations effectuées dans un organisme des Armées et des Anciens combattants par une entreprise extérieure, conformément à l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

Le titulaire participe aux visites préalable et à la rédaction du plan de prévention avec le chargé de prévention des risques professionnels de la BASEFUSCO ou le cas échéant le correspondant local de la prévention, avant toute intervention et applique les dispositions prévues.

#### **7.2.3.5 Protocole de sécurité**

Le présent marché fait l'objet d'une attestation relative au protocole de sécurité pour coordonner les opérations de chargement et de déchargement des fournitures à destination en application des articles R 4515-1 à R 4515-11 du code du travail (cf. annexe 3 du présent CCAP).

### **7.2.4 Obligations du titulaire**

#### **7.2.4.1 Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

#### **7.2.4.2 Obligation de confidentialité**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiel les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou supports (clé USB, disque dur externe, ...) ne peuvent être, sans autorisation expresse de la personne publique, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

La personne publique pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis. En tout état de cause, aucune information de ce type en pourra être conservée par le titulaire ou sous contractant.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner, entre autres, la résiliation du marché aux torts du titulaire.

#### **7.2.4.3 Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution.

#### **7.2.4.4 Protection du secret**

Le marché n'est pas concerné par la protection du secret.

#### **7.2.4.5 Règlement général sur la protection des données**

Le marché n'est pas concerné par le règlement général sur la protection des données.

#### **7.2.5 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail**

Il est fait application de l'article 6 du CCAG de référence.

#### **7.2.6 Protection de l'environnement santé et sécurité.**

Il est fait application de l'article 7 du CCAG de référence.

#### **7.2.7 Clause de développement durable**

##### **7.2.7.1 Dispositions sociales**

##### **Pour le label RFAR**

Le ministère des Armées et des Anciens combattants est engagé dans une démarche d'achats responsables avec l'obtention des labels « Égalité professionnelle femmes hommes » et « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » (RFAR).

Des informations complémentaires sur les engagements du ministère des Armées et des Anciens combattants et les démarches de labellisation sont disponibles sur le site [www.achats.defense.gouv.fr](http://www.achats.defense.gouv.fr)

En outre, ce site a pour objectifs d'accueillir, orienter et informer les entreprises intéressées par les achats émanant du ministère des Armées et des Anciens combattants. Le site publie une information actualisée sur les avis d'appels publics à la concurrence des services acheteurs du ministère par interface avec la plateforme des achats de l'État (PLACE), les prévisions d'achats du ministère et les demandes d'information (DI/RFI) ainsi que les données essentielles.

Le titulaire met en œuvre dans la mesure du possible une ou des formations sensibilisant le personnel exécutant les prestations objet du marché, à des considérations sociales telles que la lutte contre les discriminations et la promotion de la diversité.

Le titulaire sera tenu de produire, à la demande de la personne publique, tout justificatif relatif à cette ou ces formations ou expliquer les raisons qui ont fait obstacle à sa ou leur réalisation.

### **7.2.7.2 Dispositions environnementales**

Le titulaire met en œuvre dans la mesure du possible des techniques et processus intégrant la notion de développement durable dans le cadre de son activité et de l'exécution du marché.

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2111-10 auquel renvoie l'article R.2311-6 du code de la commande publique en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental conformément à l'article 4.4 du CCTP.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de la personne publique, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

### **7.2.8 Variantes**

Le présent marché ne comporte pas de variantes.

### **7.2.9 Prestations supplémentaires éventuelles**

Le présent marché ne prévoit pas de prestations supplémentaires éventuelles.

### **7.2.10 Prestations similaires pour les marchés de travaux et de services**

Le présent marché ne prévoit pas le recours à des prestations similaires.

### **7.2.11 Clause de réexamen**

Le présent marché peut faire l'objet de modifications conformément à l'article R. 2394-1 du CCP.

Il est inséré au marché une clause de réexamen dont le champ d'application et la nature des éventuelles modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage sont précisées ci-dessous :

Par ordre de service :

- modification du marché dans le cadre d'un changement de RPA rendu nécessaire par une réorganisation des services de l'administration ;
- modification pour erreur matérielle manifeste.

Par avenant :

-modification de prestations nécessaires entrant dans le champ du marché et non prévues initialement aux marchés

Ces dispositions ne pourront en aucun cas donner lieu à indemnisation. Toutes modifications concernant le présent marché font l'objet d'un acte administratif (avenant, ordre de service, certificat administratif, ...) émis par le RPA et sont notifiées au titulaire du marché par le site de la PLACE ou par voie électronique avec accusé de réception. La mise en œuvre de ces modifications par ordre de service ou certificat administratif est subordonnée à la seule décision de la personne publique.

### **7.2.12 Opérations de vérification quantitative et qualitative et admission**

Il fait application des articles 27 et 29 du CCAG de référence.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, les opérations de vérifications sont effectuées par le représentant du service prescripteur qui en consigne les résultats sur la constatation du service fait (annexe 2 au présent CCAP) après exécution complète des prestations (poste 1, 2 et 3).

Par dérogation de l'article 30.1 du CCAG de référence, le représentant du service prescripteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché.



L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission, transmise par le représentant du service prescripteur, et ne peut être postérieure à la date d'expiration du délai imparti pour prononcer et notifier la décision d'admission de celle-ci.

Cette décision est ensuite déposée par le titulaire dans CHORUS PRO à l'appui de la facture, pour mise en paiement.

Le représentant du service prescripteur signale à la PFC Brest ([pfc-brest-soutien-operationnel.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:pfc-brest-soutien-operationnel.contact.fct@intradef.gouv.fr) et tél : 02.98.22.92.71) tout manquement de la part du titulaire (retard, qualité, quantité).

### **7.2.13 Service fait présumé**

Le présent marché ne met pas en œuvre la procédure de service fait présumé.

### **7.2.14 Pénalités**

Lorsque la personne publique envisage d'appliquer des pénalités de retard, elle invite par écrit le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours.

#### **Pénalités liées à l'exécution des prestations :**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG de référence, en cas de dépassement des délais contractuels d'exécution des prestations, le titulaire encourt des pénalités fixées comme suit, sans application d'un quelconque seuil d'exonération :

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$P = V \times R / 200$  dans laquelle

P = le montant de la pénalité en € HT

R = le nombre de jours calendaires de retard (transport des lignes d'embossage et dépollution de la zone d'implantation, embossage de deux coques type PHM et visite de contrôle)

V = valeur des prestations HT sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 50 % du montant total hors taxe du poste concerné.

Aucune pénalité ne sera appliquée si le retard est lié à un événement imprévisible, irrésistible et ne pouvant être imputé au titulaire (événement ayant le caractère de force majeure, conditions météorologiques ou nautiques défavorables, panne mécanique...). Le titulaire devra apporter tous les justificatifs nécessaires prouvant que ce retard ne peut lui être imputé.

#### **Pénalités pour retard de fourniture d'un des livrables indiqués au §9 « LIVRABLES » du CCTP :**

- Cent (100) euros hors taxes par jour calendaire de retard dans la fourniture du livrable.

Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du présent marché aux frais et risques du titulaire.

## **ARTICLE 8 – REGIME FINANCIER**

### **8.1 Forme et contenu des prix**

Le présent marché est conclu à prix forfaitaires, hors taxes et toutes taxes comprises. Ces prix figurent dans le document relatif à l'offre (DRO).

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et autres frappant obligatoirement les prestations, l'affrètement du navire, le coût de la main d'œuvre, de l'assurance, du carburant, de l'évacuation des déchets ainsi qu'à la fourniture des modalités de garantie commerciale.

### **8.2 Variations des conditions économiques**

Le prix applicable au titre du présent marché est ferme et définitif pour toute sa durée d'exécution.

### **8.3 Nantissement, cession de créance**

Il est délivré, sur demande du titulaire, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité du marché, en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

Le cas échéant, il est délivré au sous-contractant à paiement direct une copie de l'original du marché revêtu de la mention signée par le représentant du pouvoir adjudicateur indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité pour former titre en cas de cession ou de nantissement de créance pour la partie sous-traitée.

### **8.4 Retenue de garantie**

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

### **8.5 Avances**

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R 2391-6 et suivants du CCP.

Le titulaire peut renoncer au versement de l'avance en l'indiquant sur le document relatif à l'offre (article R.2391-5 du CCP).

L'article R.2391-1 s'applique et indique que l'avance est obligatoire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 250 000 € hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 3 mois.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2391-7 et suivant du CCP.

### **8.6 Acompte**

Le titulaire a droit au versement d'acomptes semestriels, sous réserve que le délai d'exécution soit supérieur à 6 mois, conformément à l'article R. 2391.17 du code de la commande publique.

Ils sont calculés en % du montant TTC des fournitures qui font l'objet d'un commencement d'exécution et pour lesquelles aucune décision d'admission n'est émise à la date de la demande d'acompte.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des fournitures auxquelles il se rapporte.

Le versement des acomptes est assujéti à la production des justificatifs de l'avancement des fournitures (bordereau de livraison ou facture matérialisant l'approvisionnement de fournitures dans les locaux du titulaire).

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens des articles R2351-12 du CCP, le titulaire a droit au versement d'acomptes, tous les trois mois (sous réserve que le délai d'exécution soit supérieur à 3 mois), ramené à 1 mois sur sa demande écrite (sous réserve que le délai d'exécution soit supérieur à un mois).

## 8.7 Solde

La demande de paiement du solde et son versement s'effectue sur la base des prestations du poste 3 effectuées et après visa du service prescripteur chargé de constater sa réalisation sur la constatation du service fait (cf. annexe 2 au CCAP). La demande de paiement du solde est transmise, accompagnée de la constatation du service fait.

## 8.8 Paiement par carte achat

Le marché ne prévoit pas de paiement par carte achat.

## 8.9 Unité monétaire

L'unité monétaire de règlement du marché est l'euro (€).

## 8.10 Taxe sur la valeur ajoutée

La taxe sur la valeur ajoutée est appliquée au taux légal en vigueur lors du fait générateur. L'organisme non assujéti à la TVA devra l'indiquer sur l'acte d'engagement en indiquant le texte de référence qui l'en exonère.

## 8.11 Modalités de facturation.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après présentation :

- du procès-verbal de constatation de droit à acompte (PVCA en annexe), signé contradictoirement par les deux parties, avec les justificatifs correspondants ainsi que la demande de paiement (facture typée « facture d'acompte ») pour obtenir le versement de l'acompte ;
- de la constatation du service fait (CSF) valant décision d'admission pour le versement du solde (annexe 2 au CCAP), signée contradictoirement des deux parties.

## 8.12 Transmission des factures.

Le titulaire transmet ainsi que les sous-contractants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat transmettent leurs factures sous forme électronique conformément à l'article D 2392-1 et selon les modalités définies à l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire du marché envoie ses factures en version dématérialisée via le portail CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>), sur lequel est disponible :

- un kit de communication et de raccordement technique ;
- un onglet en langue anglaise situé en haut à droite de la page d'accueil.

Le titulaire veille à intégrer aux factures dématérialisées les mentions obligatoires définies à l'article D 2392-2, notamment le code de service exécutant de la PFC Brest (D04666C029), le numéro de SIRET des services de l'Etat (11000201100044), le numéro du contrat ainsi que le numéro d'engagement juridique CHORUS (n° EJ du marché figurant dans la partie de l'acte d'engagement (ATTRI1).

Le titulaire et les sous-contractants admis au paiement direct peuvent trouver des fiches pratiques pour les aider dans la saisie des factures sur CHORUS PRO et leur dépôt à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Des tutoriels sont également disponibles à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/tutoriels/>

La personne publique peut assister le titulaire et les sous-contractants admis au paiement direct à l'adresse suivante :

Adresse de facturation à insérer dans l'en-tête de la facture :

**BCRM de Brest**  
**PFC Brest – Section exécution de la dépense**  
**CC 20**  
**29 240 BREST Cedex 9 (France).**

#### 8.13 Délais de paiement

Le mode de règlement est le mandatement administratif à trente (30) jours maximum. Ce délai global de paiement s'entend à compter de la date ouvrant droit au règlement de la facture et s'apprécie à la date de validation du paiement par le comptable public.

Pour l'avance, le point de départ du délai de paiement est la date de notification du marché.

Pour l'acompte et le solde, le point de départ du délai de paiement est :

- pour l'acompte, à compter de la date de demande de paiement d'acompte, accompagnée du PVCA et de la facture d'acompte ;
- pour le solde, à compter de la plus tardive des deux dates entre la date d'admission des prestations et la date de réception par la personne publique, selon les dispositions, relatives à la transmission des factures, mentionnées à l'article 8.12 infra, de la facture du titulaire.

En ce qui concerne les sous-contractants, le point de départ sera la date de réception par le service exécutant de la demande du sous-contractant certifiée par le titulaire.

#### 8.14 Intérêts moratoires

En cas de retard dans le paiement, le titulaire ou le sous-contractant admis au paiement direct bénéficie de plein droit d'intérêts moratoires de la part de l'administration sans qu'il ait besoin d'en faire la demande (articles R 2392-10 à R 2392-12 du CCP).

#### 8.15 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2394-1 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour la personne publique.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, la personne publique se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation à la personne publique démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2394-1 du CCP ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;

- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'événement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

La personne publique vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

**En cas d'acceptation de la demande par la personne publique, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.**

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, la personne publique et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par la personne publique / le bénéficiaire :

- soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## **ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES**

### **9.1 Forme des notifications et des informations**

La personne publique notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous les moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

### **9.2 Langue**

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

### **9.3 Sous-contrat**

Le titulaire est autorisé à sous-traiter en partie le présent marché sous réserve de l'acceptation préalable par la personne publique du ou des sous-contractants et de l'agrément par lui des conditions de paiement propres à chaque contrat de sous-traitance (R 2393-1 à R 2393-44).

La déclaration de sous-traitance (DC4) constitue la demande d'acceptation du sous-contractant et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de la totalité de (du) du marché.

### **9.4 Assurances**

Conformément à l'article 9 du CCAG de référence le titulaire doit pouvoir justifier d'une assurance garantissant sa responsabilité en cas d'accidents ou de dommages survenant lors de l'exécution du présent marché.

Il est responsable des dommages que l'exécution du marché peut engendrer à son personnel, aux agents de l'administration ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à la personne publique ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant sa responsabilité civile. Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à la personne publique, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément la personne publique de toute modification de son contrat d'assurance.

### **9.5 Propriété intellectuelle**

Le marché ne comporte pas de droits de propriété intellectuelle.

### **9.6 Modifications relatives au titulaire du marché**

Le titulaire du marché est tenu de notifier sans délai à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires.
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-contractant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de manquement, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

### **9.7 Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire**

Dans le cas d'une sauvegarde, d'un redressement ou liquidation judiciaire, le titulaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, en informer sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur. Il doit lui adresser, dans les quinze (15) jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ainsi qu'une copie de tous documents afférents aux autorisations de poursuite d'activités du titulaire, dans le cadre de l'exécution du contrat.

### **9.8 Documents à produire pendant l'exécution du marché**

Le titulaire est tenu de fournir les documents requis, conformément aux articles D.8222-5 ou D. 8222-7 et selon les modalités définies à l'article D. 8222-8 du code du travail et aux articles R. 2343-8 à R. 2343-10 du CCP, à savoir :

- les attestations et certificats, datant de moins de six (6) mois, délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ;
- un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis) ou équivalent datant de moins de trois (3) mois.

Le titulaire n'est pas tenu de fournir ces justificatifs si la personne publique peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

En cas d'impossibilité d'obtenir les pièces prévues ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements produits, il est fait application, aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues à l'article 9.9 du présent CCAP.

### **9.9 Résiliation du marché**

La personne publique peut résilier le marché dans les cas prévus aux articles L.2395-1 à L.2395-2 du CCP.

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et selon les modalités définies à l'article D8222-8 du code du travail, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

### **9.10 Certificat de bonne exécution de marché (CBEM)**

A la fin de la période d'exécution du présent marché et à la demande du titulaire, ou de sa propre initiative, le ministère des Armées et des Anciens combattants peut délivrer un « certificat de bonne exécution de marché » au fournisseur qui aura donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations. La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des Armées et des Anciens combattants qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être accordée si (liste non exhaustive) :

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s aura été conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée de qualité ;
- le titulaire ne s'est pas vu appliquer des pénalités de retard ;
- le marché n'a pas été résilié aux torts du titulaire ;

Le ministère offre ainsi à ses fournisseurs une référence valorisable pouvant faciliter leur développement commercial tant en France qu'à l'exportation.

### **9.11 Règlement d'un différend par la médiation et litiges**

Conformément aux articles L.2197-1 et L.2197-4 du CCP auxquelles renvoie l'article L2397-1 du CCP, et à l'article L.213-5 du code de justice administrative, les parties peuvent recourir à un médiateur.

Lorsqu'une partie souhaite recourir à la médiation, elle saisit le médiateur interne du ministère des armées. Dans ce cas, elle lui adresse par mail à l'adresse : [minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr](mailto:minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr) une demande qui précise le nom de l'entreprise et son numéro SIREN, l'objet de la sollicitation, le service concerné du ministère, la personne de l'entreprise pouvant être contactée avec ses coordonnées mail et téléphoniques.

Le médiateur se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais. Dès lors la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur envoie un courriel aux parties, précisant la date d'acceptation des parties. Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion de médiation. Les délais d'acceptation des deux parties, conformément au code de justice administrative.

Les parties peuvent décider de fixer un délai maximum de médiation.

La médiation ne peut être menée sur la base de litiges portant sur des créances prescrites par voie législative. En outre, elle ne peut être menée qu'à l'issue d'une décision explicite ou implicite de rejet (en tout ou partie) du mémoire en réclamation prévu par le marché.

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de justice administrative, la médiation est soumise au principe de confidentialité ; les constatations du médiateur et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentiels ; ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la médiation, sans préjudices des mentions de protection qui peuvent les concerner.

Chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus de médiation.

Les délais de recours contentieux et les prescriptions pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, recommencent à courir de la date à laquelle soit l'une des parties, soit le médiateur, déclare par courriel à l'ensemble des parties et au médiateur que la médiation est terminée.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

La personne publique et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif national de règlement amiable ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R 2397-1 et suivant du CCP.

Le présent marché est régi par le droit français.

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du marché pourra être soumis au tribunal administratif de Rennes (Hôtel Bizien, 3 contour de la Motte, 35 044 Rennes cedex - tél 02.23.21.28.28 –Fax 02.99.63.56.84 - e-mail: greffe.ta-rennes@juradm.fr) seul compétent.

Conformément à l'article R.414-6 du code de la justice administrative, « les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le réseau internet » ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

#### **ARTICLE 10 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dispositions du présent cahier des clauses administratives particulières dérogent aux articles du CCAG de référence dans les conditions suivantes :

Nature de la dérogation	Paragraphe CCAP	CCAG de référence
Représentants du titulaire	7.1.5	Article 3.4.1
Opérations de vérification	7.2.13	Articles 28, 30.1 et 30.4
Pénalités	7.2.15	Article 14.1

#### **ARTICLE 11 – ANNEXES**

Annexe 1 : Procès-verbal de constatation de droit à acompte (PVCA) ;

Annexe 2 : Constatation du service fait (CSF) ;

Annexe 3 : protocole de sécurité relatif aux opérations de chargement et de déchargement.